

A propos de la campagne contre les « gauchistes » : Les dirigeants staliniens seront-ils nos bourreaux de demain ?

La direction du PCF vient de montrer une fois de plus qu'elle reste toujours profondément imprégnée de stalinisme, y compris de son pire aspect, le recours à la violence au sein du mouvement ouvrier. En quelques jours seulement, on a pu enregistrer des incidents violents à Paris, à Montreuil, à Rouen, à Lyon. Dans chaque cas, il s'est agi de violences de la part de membres du PCF contre des militants appartenant à des groupements critiquant la politique du PCF sur la gauche. Qu'il ne s'agisse pas d'incidents fortuits pour des causes personnelles ou locales, est prouvé non seulement par le fait que ces incidents se sont produits en des points éloignés à quelques jours les uns des autres, mais aussi et surtout par le fait qu'à la même période, *l'Humanité* a publié une mise en garde contre des groupes de gauche provenant du Comité National Confédéral de la CGT et un article intitulé « la bourgeoisie et le « gauchisme », en première page (12 décembre) signé de E. Fajon, membre du Bureau Politique.

Ces incidents étaient le produit d'une politique déterminée par la direction du PCF. L'article de Fajon annonçait qu'il serait suivi par d'autres. À ce jour, il n'en est paru aucun autre. Y a-t-il eu interruption parce que l'affaire n'était pas encore au point, parce que, comme nous le savons, ces incidents ont suscité des réactions négatives parmi les membres du PCF et qu'il a fallu généralement faire appel à des bureaucrates amenés d'ailleurs que les lieux où se sont produits ces incidents ? Un prochain CC du PCF est annoncé, nous y trouverons peut-être une réponse à cette question.

Quoi qu'il en soit, les causes de ces violences de la part de la direction du PCF sont bien claires, et il est à prévoir qu'une telle direction, stalinienne jusqu'à la moelle, ne manquera pas de récidiver.

Les causes ? Elles se trouvent dans le mécontentement grandissant parmi les couches militantes, y compris parmi les militants du PCF, à l'égard de la politique des vieilles directions sur les problèmes nationaux et internationaux. Face aux mesures gouver-

nementales et patronales qui portent atteinte au niveau de vie des travailleurs et aux droits acquis (notamment en matière de sécurité sociale), la réponse des organisations a été très largement verbale.

Sur le plan international, la carence, ou pour mieux dire la trahison à l'égard de la lutte du peuple vietnamien est on ne peut plus évidente. La pression est si forte, en particulier de la part des jeunes, que la direction du PCF a tout de même été contrainte de changer ses mots d'ordre. À la fin du printemps dernier, aux « Etats généraux » organisés en fait par elle, elle continuait à défendre le mot d'ordre « paix au Vietnam » et s'opposait à la proposition du Comité Vietnam National d'une manifestation de cent mille personnes pour l'automne. Dès la fin de l'été, elle se trouva amenée à remplacer « paix au Vietnam » par un mot d'ordre de solidarité avec le peuple vietnamien et à organiser une manifestation de masse dans les rues de Paris. Mais, il serait faux d'y voir un réel progrès politique de la direction du PCF. Ces changements ne constituent qu'une manœuvre, pour ne pas être débordée sur sa gauche.

Et c'est précisément parce qu'elle manœuvre, qu'elle n'est nullement désireuse de mener une politique combattive, qu'elle accompagne cette manœuvre d'agressions répétées contre les militants et formations qui pourraient, dans le cours de cette opération de la direction du PCF, par leur intervention mener l'action au-delà des intentions manœuvrières des Waldeck-Rochet et autres Fajon.

Les militants ouvriers, les militants communistes en premier lieu, sont de moins en moins susceptibles de s'engager sur la voie des violences contre d'autres militants et contre des jeunes. Mais il faut aussi confronter ces méthodes avec l'attitude plus que poète, obséquieuse, plus d'une fois servile, de ces dirigeants staliniens envers les dirigeants réformistes de la SFIO et bourgeois de la FGDS. Ces deux aspects de la politique de la direction du PCF sont complémentaires. Ceux dont ils veulent obtenir l'alliance sur leur droite

demandent des garanties : êtes-vous sûrs de pouvoir tenir vos troupes en main ? Leur réponse est là : Voyez comment nous traitons ceux qui voudraient faire office de trouble-fête ! (1)

Il faut encore dire quelques mots à propos de l'argumentation « politique » de Fajon. Selon lui, c'est la bourgeoisie qui se sert des « gauchistes », qui les paye, et il invoque pour étayer de telles affirmations Lénine et son livre sur « la maladie infantile du communisme ».

En matière d'argent, Fajon ne devrait pas parler de corde dans la maison d'un pendu. Si les groupes pro-Pékin ont une aide matérielle du PC chinois (ce à quoi nous ne voyons aucune objection), les autres groupes visés par la campagne du PCF vivent sur les efforts de leurs membres et sympathisants, et ne disposent d'aucune ressource bourgeoise, d'aucune affaire capitaliste. Pourrait-on en dire autant du PCF ?

Du point de vue politique, faisons abstraction du fait que les « gauchistes » visés par les staliniens sont d'autres catégories politiques que ceux mentionnés dans le livre de Lénine. Ce qu'il faut relever, c'est que Lénine ne dit en aucune ligne de son livre que les « gauchistes » sont payés par la bourgeoisie, qu'ils sont des agents de celle-ci. La substance de son livre est celle-ci : le « gauchisme » est une maladie du mouvement communiste, les gauchistes sont des communistes avec lesquels il faut discuter (et tout le livre de Lénine est un livre de discussion, peu polémique par rapport à d'autres œuvres de Lénine), et il dit : le gauchisme est une maladie qui provient d'une réaction mal mesurée d'éléments révolutionnaires à la politique opportuniste des dirigeants traditionnels du mouvement ouvrier.

Lénine, en son temps, dénonçait comme opportunistes les dirigeants sociaux-démocrates pour leur collaboration avec la bourgeoisie, et le « gauchisme » était une réaction inappropriée à leur politique opportuniste. Aujourd'hui, l'opportunisme est le fait à la fois des dirigeants sociaux-démocrates et des dirigeants des Partis communistes dont l'aspiration essentielle est d'entrer dans un gouvernement bourgeois dirigé par un Mitterrand. Les dirigeants réformistes, les Noske, les Ebert, etc., ont joué le rôle de bourreau des militants révolutionnaires lorsque la bourgeoisie leur a confié le pouvoir pour la sauver d'une révolution prolétarienne. Par leurs violences, les dirigeants staliniens veulent montrer qu'ils sont prêts à jouer le rôle de bourreau le moment venu.

Pierre FRANK.

(1) La direction du PCF a également voulu intimider la direction du PSU dans une note encadrée intitulée « le PSU et les trotskystes ». Cette note visait un placard de publicité pour *Voix Ouvrière* payée insérée dans l'organe du PSU. Il est à noter que *l'Humanité* s'est gardée de publier une note du même ton pour d'autres organes comme le *Monde* qui ont publié le même placard.

D'autre part, au moment où se produisaient ces violences, les responsables du PCF discutaient à la Mutualité des leçons d'Octobre avec des membres du PS et du PSU. Dans le *Nouvel Observateur*, Martinet célèbre cet événement au, paraît-il, il n'y eut aucun tabou. Selon Marx, il ne faut pas croire les hommes sur ce qu'ils disent mais sur ce qu'ils font. Les Waldeck-Rochet ont-ils changé ? Faut-il les juger sur quelques propos à la Mutualité au sujet de la « pluralité des partis » ou sur les brutalités qu'ils déclenchent contre des militants révolutionnaires ? Pourquoi le *Nouvel Observateur* n'a-t-il pas au moins relevé cette contradiction dans l'attitude du PCF ?

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
 ● Sous pli fermé : 15 F
 ● De soutien : 20 F
 C.C.P. BOUYER
 15 285 16 PARIS

Vous n'aurez pas de pissotières en or !

Toute période d'instabilité monétaire est particulièrement fertile en utopies monétaires, en recherches désespérées pour trouver enfin la « réforme » du système qui lui évitera d'être la proie d'une crise majeure.

Tout récemment, Michel Bosquet vient ainsi de rompre une lance dans le *Nouvel Observateur*, en faveur de la proposition de Pierre Mendès-France : détacher la monnaie de l'or, au moyen de l'établissement d'un standard « objectif » des valeurs, en calculant un indice capable d'enregistrer les prix d'une marchandise « composite ». Cette marchandise « composite » (par exemple 1 kilo de sucre, cent grammes de fromage, un demi-kilo de plastique, etc.) deviendrait l'étalon des valeurs. Les détenteurs de monnaie pourraient alors échanger leur monnaie contre cet ensemble de marchandises.

Telle est la proposition que Pierre Mendès-France oppose aux propositions du général de Gaulle, visant à retourner purement et simplement à l'étalon-or.

Le député de l'Isère aurait tout intérêt à prendre connaissance de ce que Marx écrivait dans le *Capital* à propos de la monnaie. Car, l'utopie qu'il préconise est basée sur l'illusion que les variations des prix sont dues au fait que l'or disponible varie, ce qui entraîne une rareté ou une abondance de la monnaie. Il s'imagine qu'en remplaçant l'or par des marchandises, il n'arrivera plus rien de semblable. On éviterait ainsi des mouvements déflationnistes et on rendrait un service aux travailleurs.

Cette utopie est basée sur la « théorie quantitative » de la monnaie, théorie usée jusqu'à la corde.

Qu'est-ce que cette théorie ? La voici en quelques mots. Ses auteurs mettent les prix et la monnaie en équation de la façon suivante : $E = MV = PQ$. Autrement dit, le total des dépenses (E) est égal à la monnaie en circulation (M), multipliée par la vitesse de circulation (V), ou encore à la moyenne des prix (P), multipliée par la quantité des marchandises (Q) ; et parce que M et P se trouvent de côtés différents du signe « égal » les partisans de cette théorie s'imaginent que les variations de la quantité de M déterminent les variations de P. C'est-à-dire qu'on a l'illusion que les prix des marchandises sont déterminés par la masse de la monnaie. Et comme la valeur de la monnaie dépend de sa quantité, on pourrait donc modifier les prix à volonté.

On s'imagine alors que les Etats peuvent supprimer tous ces inconvénients en créant de toutes pièces un nouvel étalon des valeurs et par là, stabiliser les prix.

Une telle idée avait déjà été proposée par Keynes dans son *Traité on monetary reform*.

Elle « oublie » que le choix de l'or est le résultat d'un choix social et que, même quand la monnaie est détachée de l'or, celui-ci ne cessera pas de rester l'instrument de mesure des valeurs.

La « fièvre sur l'or », qui existe actuellement, et qui n'est nullement « provoquée » par le général de Gaulle (bien que celui-ci ne cessera pas de rester l'instrument de mesure des valeurs).

Elle n'est pas tellement le résultat de spéculations sur l'éventuel abandon du gold exchange standard actuel et la réévaluation internationale de l'or (autrement dit une dévaluation du dollar et de toutes les monnaies). Elle est surtout le résultat de l'incertitude des acheteurs devant les remous de tout ordre à l'échelle internationale, y compris la récession dans une série de pays capitalistes.

Il est très amusant — et ce n'est pas faux — d'ironiser sur le fait qu'on creuse des trous pour en retirer du métal inutile que l'on met dans des coffres non moins inutiles.

Mais il s'agit là d'une des nombreuses absurdités du mode de production capitaliste, qui ne disparaîtra qu'au moment où le socialisme aura remplacé le capitalisme sur le plan mondial. Pierre Mendès-France n'a pas plus compris ceci, qu'un Keynes ou... qu'un Salvador Dalí dans ses divagations sur le même sujet ne l'avait compris.

Avant cela, le député de l'Isère n'aura ni la satisfaction de remplacer ses lingots par des carrés de Pont-l'Évêque, ni l'occasion de pisser dans les pissotières en or que Lénine préconisait, pour détruire l'absurde fétichisme de l'or dans les yeux des générations futures.

F. CHARLIER.

NT DE RESPECTER IE OUVRIÈRE

La JCR en dit. Une fois qu'ils ont fini de discuter, les militants s'en vont, tout simplement.

Le meeting a lieu, suivi d'un débat au cours duquel quelqu'un dans l'assistance entreprend la tâche ardue de défendre la politique des PC staliniens pour l'Amérique latine d'abord, puis pour toutes les questions internationales, et enfin pour la France, il faut noter qu'il n'a pas recours à l'invective ou la calomnie, mais seulement à des arguments politiques. Jeanne Habel répond sur l'Amérique latine et Alain Krivine sur les autres questions. L'assistance se sépare à minuit après avoir chanté l'Internationale.

La JCR a tenu à Rouen un meeting, contre la volonté puissamment affirmée du PCF. Elle a même réussi à l'amener sur un terrain qu'il n'aime pas : celui de la démocratie ouvrière. Elle l'a amené à utiliser une arme qui ne lui est pas familière : l'argument politique. Et cela au moment où les attaques de la bourgeoisie provoquent un tel mécontentement chez les travailleurs qu'ils se lassent de l'inefficacité de la riposte de la CGT et du PCF. Au moment où les travailleurs sont donc plus disposés à écouter les marxistes révolutionnaires, et où le PCF, pour « se défendre », est obligé de lancer une campagne nationale contre les « groupuscules sans audience ».

C'est bel et bien une victoire pour le mouvement communiste, si longtemps bâillonné par le stalinisme, et qui peut à nouveau faire entendre sa voix.

Une résolution d'UNIR

Nous avons reçu d'UNIR une résolution dont nous extrayons les passages ci-dessous :

Après avoir pris connaissance des dernières agressions physiques conduites par des responsables permanents du P.C.F. contre des réunions de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire ou contre des diffuseurs de la presse trotskyste ou pro-chinoise, notamment à Rouen ;

Le Collectif Responsable d'UNIR tient à élever la plus vive protestation contre ces procédés indignes du parti marxiste-léniniste.

considère que les camarades de la J.C.R., les pro-Chinois ou les trotskystes ont le droit absolu de développer leurs arguments et leurs critiques, par la parole ou les publications, et qu'il appartient aux travailleurs d'apprécier s'ils ont raison ou tort, comme il appartient au P.C.F. de réfuter leurs arguments par d'autres arguments et des preuves. Le recours à la brutalité physique est l'argument des totalitaires, non des véritables marxistes-léninistes.

En outre, le C.R. d'UNIR attire l'attention des militants communistes sur le fait que les actions de commandos contre ces groupes gauchistes se préparent à l'instigation de la direction du P.C.F. recrutant directement, sans que les organisations de base auxquelles appartiennent les « troupes de choc » recrutées soient en état de discuter de ces « opérations punitives » et de se prononcer démocratiquement. Il s'agit donc d'entreprises fractionnelles menées en violation des statuts du P.C.F.